

A propos de l'ouvrage de Robert Mauss, *Les Juifs de France*, Editions du Cerf, 2021

A l'exception de deux personnes (Pierre Stambul et Brigitte Stora) l'auteur n'a interviewé que des Juifs qui n'aiment pas (voire qui détestent) la gauche et même l'extrême gauche en raison de leurs positions critiques envers Israël et de leur cécité devant la montée de l'antisémitisme en France, depuis la séquestration et le meurtre d'Ilan Halimi en 2006 et les assassinats de 3 enfants et d'un adulte à l'école Ozar Hatorah en 2012. De plus, les introductions de l'auteur qui précèdent chaque interview contiennent beaucoup d'affirmations péremptoires, non appuyées sur des travaux historiques ou de science politique. C'est dommage car le sujet du livre était a priori intéressant : recueillir les opinions d'un panel de « Français juifs » à propos de l'évolution de leur situation durant les vingt dernières années, panel choisi parmi celles et ceux qui sont pratiquants mais aussi d'autres qui ont un lien plus ou moins étroit avec la culture juive, voire aucun lien avec celle-ci. Hélas, même lorsque l'auteur interviewe des individus qui auraient pu nous communiquer quelques réflexions utiles, leurs propos ne vont guère plus loin qu'une brève interview à la télévision ou à la radio durant laquelle la personne interrogée reste à la surface de sa réflexion ou de son témoignage de vie, aussi poignant soit-il.

Essayons cependant non pas de sauver ce livre mais au moins d'en tirer quelques leçons politiques. Une brève mais importante interrogation pour commencer : l'auteur affirme que seulement un tiers des Juifs de France n'entretiennent aucun lien avec le collectif juif, or d'autres auteurs affirment que cette proportion serait plus importante. Cette question est essentielle parce qu'elle relativise beaucoup la portée d'un tel livre et des affirmations qui y sont reproduites. Si les effectifs supposés de la « communauté juive » diminuent ne serait-ce pas que de plus en plus de Juifs ne s'intéressent plus à leurs origines lointaines et qu'ils se considèrent comme des citoyens de l'humanité avant tout ?

Cette première réserve faite, presque tous les interviewés sont persuadés que la situation des Juifs de France a empiré depuis une vingtaine d'années. Ils fournissent de multiples anecdotes pour illustrer leur point de vue, anecdotes qui généralement visent « les musulmans » ou « certains musulmans ». Ces remarques n'étant pas développées, ni argumentées, le lecteur ignore si les locuteurs ont des opinions racistes ou xénophobes contre les musulmans ou les étrangers ; ou s'ils ne font que répéter les conclusions de certaines enquêtes, c'est-à-dire que la plupart des actes antijuifs commis depuis le début des années 2000 ont été le fait de personnes dites « musulmanes » ou « étrangère »s – et non de militants d'extrême droite comme le croyaient la gauche et l'extrême gauche, mais aussi comme le pensait un commissaire de police qui témoigne dans ce livre.

Dans la mesure où ces réflexions peu élaborées correspondent au point de vue de l'intervieweur, Mauss s'est bien gardé de creuser la question. Par exemple, il ne s'est pas demandé si l'antisémitisme qui a pu s'exprimer au sein du mouvement des Gilets jaunes n'était pas, lui, bien franco-français, car cela l'aurait obligé à admettre que cet antisémitisme n'avait aucun lien direct ni avec l'islam ni avec les crimes de guerre de l'armée israélienne. Mais cela l'aurait obligé à se pencher sur l'histoire longue de l'antisémitisme franco-français. Il lui aurait fallu s'interroger sur la façon dont des Français dits « de souche » ont pu contaminer des personnes d'origine « étrangère », comme le prouve le public très bigarré de Dieudonné, par exemple. Il en est de même pour les témoins qui affirment qu'il y aurait davantage d'incidents antisémites dans les banlieues communistes, en raison de leur soutien à l'indépendance de la Palestine, sans que ces propos soient corroborés par la moindre enquête sociologique ou par des statistiques.

Quoi qu'il en soit, après ces premières constatations relativement négatives des « Français juifs » qui prennent la parole dans ce livre, quelles conclusions en tirent-ils quant à leur avenir dans ce pays ?

Les plus pessimistes (et/ou les plus religieux) pensent qu'ils devront un jour faire leurs valises et partir d'ici: Israël leur semble la meilleure ou la moins mauvaise solution parce que, après tout, même si Israël est, selon eux, « un pays dangereux », au moins ses habitants se soucieront d'eux – contrairement à leurs compatriotes actuels qui nient l'antisémitisme, ferment les yeux devant ce fléau ou, pire, sont antisémites. Les plus optimistes sont persuadés que la vie juive (dans le sens à la fois culturel et religieux) est prospère en France tant il existe de synagogues, de commerces casher, d'institutions culturelles et de solidarité entre les membres de la « communauté » que ce soit envers les plus pauvres qu'au niveau de la qualité des relations familiales.

Les plus pessimistes considèrent que « le judaïsme est une tache aveugle dans le récit national », qu'on n'apprend rien à l'école de la République sur les apports de la « minorité juive » à l'histoire de la France, et que, lorsqu'on évoque le sort des Juifs, on ne s'intéresse qu'à des situations où ils apparaissent comme des victimes (l'Affaire Dreyfus et la déportation de 76 000 Juifs pendant la seconde guerre mondiale). Les plus optimistes pensent au contraire que l'Etat depuis Chirac (puis grâce à Sarkozy, Valls, Hollande et Macron) a déployé un arsenal juridique conséquent contre l'antisémitisme, a pris des positions publiques claires à ce sujet (par exemple en déclarant : « La France sans les Juifs ne serait plus la France », ou « Le régime de Vichy a été la négation même des valeurs de la République ») et a donc fait l'essentiel pour protéger les Juifs.

Les intervenants ont par conséquent des opinions très contrastées sur leur avenir en France.

Une partie des Juifs interrogés par Mauss sont nés hors de l'Hexagone (dans l'empire colonial français), ou bien leurs parents y sont nés, et leur discours est le plus souvent très national-républicain, qu'ils aient été de gauche ou qu'ils soient de droite. Le « meilleur » exemple est celui de Francis Kalifat, ancien militant du Betar, organisation d'extrême droite juive et aujourd'hui président du CRIF, pour qui « une force particulière unit l'âme juive et l'âme française ». Ce discours pourrait être tenu par le représentant national ou local de n'importe quelle autre religion ou « communauté », mais il a toujours été celui des notables juifs partisans du « franco-judaïsme » ou du « judaïsme républicain ». Comme le résume E.B Katz dans une formule polémique mais juste, il s'agit d'une idéologie « *particulièrement répandue dans la bourgeoisie ashkénaze, et qui repose sur une dévotion patriotique envers une vision de la France présentée comme une république démocratique, laïque et égalitaire* » (Ethan B. Katz, Lisa Moses Leff et Maud S. Mandel, *Colonialism and the Jews*, Indiana University Press, 2017). Ces Juifs nationaux-républicains considèrent que « les musulmans » ou « les étrangers » ne font pas d'efforts pour « s'intégrer » comme eux-mêmes ou leurs parents l'ont fait.

Seul un intervenant (Jean-Yves Camus) souligne qu'il existe une certaine différence entre d'un côté, les Juifs venus d'Europe de l'Est ou de Russie avant la seconde guerre mondiale, et qui ont voulu « s'assimiler » immédiatement, sans regarder en arrière, en ayant parfaitement intégré la notion de l'exil, et sans jamais vouloir retourner dans leur pays natal ; et de l'autre, les Juifs chassés du Maghreb qui vivent encore, ou dont les enfants vivent encore, dans une nostalgie de leur pays

d'origine, nostalgie qu'ils partagent avec les immigrés maghrébins ou africains ou leurs descendants.

C'est le seul moment (les témoignages de Pierre Stambul et Brigitte Stora mis à part) dans ce livre où un intervenant se détache des discours réactionnaires antimusulmans et xénophobes et où apparaît une certaine similitude de destin qui pourrait être l'amorce d'une compréhension et d'une solidarité réciproques entre Juifs maghrébins et ex-colonisés. Malheureusement ce n'est pas le message général que propage ce livre calamiteux.

Puisque nous parlons de solidarité, un autre point commun se dégage de ces témoignages, point qui me semble être porteur de beaucoup de confusion, quelles que soient les opinions politiques que partagent les personnes interviewées dans ce livre, et plus généralement les Juifs anarchistes ou d'extrême gauche à qui l'auteur n'a réservé aucune place dans son livre. Je veux parler de ce que l'on pourrait appeler, par une formule journalistique, les « valeurs juives » qui inciteraient les Juifs à se soucier davantage d'autrui que les autres. En dehors du fait que ce discours est tenu par toutes les religions monothéistes, mais aussi par l'hindouisme, les bouddhismes et toutes les philosophies orientales, ce discours n'explique rien, puisqu'il est propagé par :

- des Juifs religieux qui se battent pour un « Grand Israël » et veulent chasser tous les Palestiniens à propos desquels ils tiennent un discours raciste et colonialiste ;

- des Juifs athées d'extrême gauche ou anarchistes qui expliquent que cet héritage intellectuel expliquerait pourquoi l'on trouve « tant de Juifs » dans les milieux révolutionnaires. Et pour prouver qu'ils ont raison, ils nous assènent des statistiques ethniques qui recensent le nombre de Juifs dans le Comité central du parti bolchevik ou à la tête de la LCR ou de LO, chiffres qui n'ont aucun sens puisque la plupart de ces Juifs ne se sentaient ou ne se sentent pas juifs et s'intéressaient (ou s'intéressent) fort peu (voire pas du tout) à la prétendue « question juive ». Pierre Stambul, dans ce livre, proclame que « le sionisme est antinomique de l'idée juive ». Mais d'où vient cette mystérieuse et insaisissable « idée juive » sinon du judaïsme, judaïsme qui sert aussi aux colons religieux d'extrême droite pour défendre le projet d'un Grand Israël - projet que dénonce justement Stambul ?!

- des Juifs de gauche comme Brigitte Stora qui affirment que la culture juive transmet un idéal de justice et est partagée par des personnes qui ont l'habitude de l'exil, donc seraient plus ouvertes que d'autres. Ma pratique militante auprès des sans papiers m'a plutôt appris que, pour nombre d'entre eux, « le dernier arrivé ferme la porte » pour que les suivants n'entrent pas ;

- des Juifs modérés comme Stéphane Encel pour qui les juifs seraient sensibles « à toutes les formes d'oppression et de violence » et « être juif c'est avoir un surcroît d'humanité qui permet de s'intéresser à l'autre » .

Bref, il me semble que ce thème de l'exceptionnalité (plus ou moins revendiquée) des valeurs juives, que leurs partisans soient athées, agnostiques ou croyants, de droite ou de gauche, d'extrême droite ou d'extrême gauche, est une vaste couverture pleine de mites et de mythes que chacun peut tirer à soi, et dans des sens totalement opposés.

Les valeurs de solidarité humaine n'ont pas été inventées par la première religion monothéiste de

l'Histoire, et comme toutes les valeurs humanistes on les trouve (si on se donne un peu de mal) dans des philosophies, des mythologies, des idéologies sur tous les continents et à toutes les époques pour peu que l'on accepte de sortir de son petit univers étreiqué qu'il soit communautaire, national, religieux, culturel ou/et politique.

Y.C., Ni patrie ni frontières, 11/11/2021